

Air Marshall Harper,  
Mme Bouchez,  
Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie de m'avoir donné l'opportunité d'adresser le problème crucial de la corruption en Afghanistan. Je trouve salubre l'initiative d'organiser un séminaire qui porte sur ce sujet et je me réjouis de l'intérêt que la communauté internationale accorde au développement d'environnement public sain et intègre en Afghanistan.

La corruption constitue la principale menace pour la bonne gouvernance et elle est un mal qui empêche le développement économique du pays. La corruption porte atteinte à la crédibilité du gouvernement et à la légitimité de la démocratie.

L'existence d'institutions de gouvernance faibles, les déficiences du droit pénal et des mécanismes de lutte contre la corruption ainsi que les lacunes de la coopération internationale favorisent la corruption.

La promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption sont par conséquent intimement liées.

L'une des caractéristiques de la bonne gouvernance est que les institutions et les procédures mises en place combattent la corruption, donc l'état de droit est essentiel pour un gouvernement légitime.

On sait que la corruption constitue une menace grave pour la réédification de la jeune démocratie afghane et le développement du pays. On sait que dans ce domaine la situation est grave, selon Transparency International Corruption Perception Index l'Afghanistan est le deuxième pays le plus corrompu au monde après la Somalie. Dans ces circonstances il est difficile de continuer le processus de stabilisation et de reconstruction du pays.

Au cours des dernières années, le gouvernement afghan a travaillé pour améliorer la gouvernance ; Il y a certains progrès dans certains domaines, par exemple le revenu des douanes et d'autres revenus intérieurs ont considérablement augmenté. En 2009 le revenu intérieur était de 1 milliard 300 millions. Si l'on compare au revenu de 2002, c'est six fois plus. On espère qu'en 2012 la totalité du budget ordinaire serait financée avec les revenus intérieurs. Mais nous devons admettre que dans d'autres domaines il reste encore beaucoup à faire.

Actuellement la lutte contre la corruption est l'une des principales priorités du gouvernement afghan.

Dans le discours inaugural pour le deuxième mandat du Président Karzai, il a annoncé « la fin de l'ère de l'impunité » et la grande détermination à lutter contre la corruption sous toutes ses formes et ses manifestations et il a promis que la justice et les lois seront appliquées à toutes personnes rendues coupables de faits de corruption.

Au cours des dernières années, le gouvernement afghan a sérieusement travaillé pour améliorer la gouvernance. Ces efforts consistent à réformer les systèmes légaux et judiciaires, spécialement le bureau du Procureur général et la Cour suprême. Des tribunaux spéciaux (de sûreté publique) ont été également aménagés afin d'examiner seulement les affaires de corruption. En outre, un département séparé chargé de traiter les cas de corruption a été mis en place sous les ordres du Procureur général.

A la suite de ces réformes le Procureur général a examiné et transmis à la Cour Suprême de nombreuses affaires de corruption, de détournement de fonds, du trafic de drogue et de saisies de biens publics. Plusieurs centaines de criminels liés à la corruption ont été condamnés.

La création de la Haute Autorité de surveillance et lutte contre la corruption en juillet 2008 par décret présidentiel est une mesure importante. Cet organisme a pour mission de superviser et coordonner la mise en œuvre de la stratégie anticorruption. Celle-ci a été adoptée en conformité avec la Convention des Nations Unies contre la corruption que l'Afghanistan avait ratifiée.

Afin d'établir l'intégrité dans la fonction publique et de mettre en place une administration saine, professionnelle et libérée de toute corruption, la Commission indépendante de la réforme de l'administration a entamé un processus de réforme dans 39 ministères et départements indépendants.

En outre, le Département pour la gouvernance locale (IDLG) a établi des programmes de renforcement des capacités dans les capitales provinciales et des districts des provinces. Une attention particulière a été prêtée à l'amélioration de la capacité administrative et la coordination entre les différents niveaux de gouvernement, de village, de municipalité, et au niveau provincial, ainsi que dans leur relation avec la capitale.

Après les élections présidentielles et la conférence de Londres, un nouveau partenariat avec la communauté internationale a été mis en place. L'un des volets les plus importants de ce partenariat est la lutte contre la corruption.

Le gouvernement afghan a intensifié son combat contre la corruption par la mise en œuvre d'un ensemble de mesures à caractère urgent et préventif de la corruption. Une conférence nationale contre la corruption a été organisée à Kaboul le 15-17 décembre 2009. Plus de 450 représentants experts de différents secteurs ont participé. La déclaration issue de cette conférence contenait des recommandations concrètes à être mises en œuvre par le gouvernement. La déclaration insiste particulièrement sur la coordination des efforts entre les

pouvoir judiciaire et exécutif avec la Haute Autorité de surveillance et lutte contre la corruption.

En outre, parmi les mesures énoncées récemment par le gouvernement, il est question de la mise sous étroite surveillance des postes sensibles dans la fonction publique, ainsi que de la dépolitisation de la haute administration et le recrutement des fonctionnaires selon le mérite.

D'autres mesures sont la surveillance des signes ostentatoires de richesse, la systématisation de la déclaration de patrimoine, ainsi que la simplification du processus décisionnel et l'assurance de la participation de représentants du peuple à tous les niveaux de ce processus. Une autre mesure est la simplification des procédures administratives et décisionnelles concernant différents domaines comme l'obtention des divers permis (construction, commerce, de conduire), ainsi que les modalités d'exportation et importation, des marchés publics etc. Une mesure importante vise l'élargissement des compétences d'investigation et poursuite de la Haute Autorité. L'objectif est de mettre un terme à la culture de l'impunité et de prendre des mesures sur la voie de la primauté du droit.

Des initiatives ont été actuellement mises en place aux ministères de la défense et de l'intérieur, et elles sont en train de se réaliser. Il s'agit de programmes de réforme afin d'accroître leur efficacité et lutter contre la corruption.

Je vais aussi mentionner que dans le cadre de la Déclaration commune de l'OTAN et l'Afghanistan, des ateliers ont été organisés avec l'assistance de l'école britannique et Naval Post Graduate School Monterey. Le but de ces séminaires a été de développer et de consolider les capacités du secteur de la défense.

Je ne vais pas trop insister sur le sujet, car nous aurions des interventions plus détaillées de la part des représentants du secteur de la défense aujourd'hui.